

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

Lycéenne tuée à Nantes : François Bayrou attend des propositions pour endiguer la violence des mineurs par arme blanche

Antonin Gouze

9-12 minutes

Après qu'une lycéenne a été tuée et trois autres élèves blessés lors d'une attaque au couteau qui s'est déroulée jeudi 24 avril 2025 vers 12h30 au sein du groupe scolaire Notre-Dame de Toutes-Aides, à Nantes, François Bayrou annonce attendre que "des propositions concrètes en matière de prévention, de réglementation et de répression lui soient soumises sous quatre semaines pour endiguer le phénomène des violences commises par les mineurs avec des armes blanches". Plusieurs personnalités sont missionnées, "placées sous l'animation conjointe de Naïma Moutchou, vice-présidente de l'Assemblée nationale, et du préfet François Ravier".



Des parents, des enseignants et des élèves regroupés devant l'établissement. En milieu d'après-midi, le 24 avril, les élèves sont sortis classe par classe, en commençant par la sixième. AEFInfo - Diane Scherer

"Ce drame illustre une nouvelle fois la violence endémique qui existe dans une partie de notre jeunesse. Il nous conduit à nous poser des questions fondamentales en termes d'éducation, de hiérarchie des valeurs et de respect de la vie humaine", déclare le Premier ministre François Bayrou dans un communiqué de presse publié le 24 avril, peu après le drame qui s'est déroulé au sein du groupe scolaire Notre-Dame de Toutes-Aides, à Nantes. Un lycéen a pénétré dans deux classes armé d'un couteau, tuant une lycéenne et blessant trois élèves. Il a été maîtrisé par des enseignants. Le Premier ministre "fait part de sa vive émotion" et "en appelle à un sursaut collectif, qui dépasse la seule mobilisation du

gouvernement".

"Dans l'immédiat", François Bayrou a demandé à Élisabeth Borne et Bruno Retailleau "une intensification des contrôles mis en place aux abords et au sein des établissements scolaires depuis leur circulaire conjointe du 26 mars dernier" ([lire sur AEF info](#)).

Il souhaite également que "des propositions concrètes en matière de prévention, de réglementation et de répression, lui soient soumises sous quatre semaines pour endiguer le phénomène des violences commises par les mineurs avec des armes blanches. Pour cela, il a missionné plusieurs personnalités qualifiées, placées sous l'animation conjointe de Naïma Moutchou, vice-présidente de l'Assemblée nationale, et du préfet François Ravier (1), qui disposeront du concours de l'ensemble des ministères, pour aboutir à des mesures opérationnelles en matière de vente, de transport et de détention des armes blanches. Elles s'inspireront des meilleures pratiques déployées à l'étranger."

"L'école doit être préservée, ce n'est pas la rue" (F. Bayrou)

Interrogé par BFMTV en fin de journée, François Bayrou ajoute que "la menace perpétuelle de présence d'armes blanches dans les établissements scolaires ne doit pas être acceptée. Voilà pourquoi nous allons dès cette semaine réunir un groupe de travail que j'ai constitué il y a quelques semaines sur la volonté de bannir le port d'armes blanches dans les établissements et lieux de rencontre pour les jeunes." Il ajoute : "Il faut faire appliquer les interdictions, être certain que dans les établissements ce type d'arme ne puisse pas pénétrer, autrement ce seront des vœux pieux." Pour lui, "les portiques à l'entrée des établissements sont une piste, comme tout ce qui peut aller dans le sens de la sanctuarisation de l'école. L'école doit être préservée, ce n'est pas la rue. L'école est un lieu qui doit être considéré comme un lieu sacré. Je trouve infiniment triste qu'à chaque événement nous ayons les mêmes mots."

Quelles mesures annoncées par le MEN pour sécuriser les établissements depuis un an ?

Pour rappel, depuis un an, le MEN a annoncé plusieurs mesures pour la sécurisation des établissements. En avril 2024, Gabriel Attal, alors Premier ministre, avait lancé le plan "Déployer un bouclier autour de l'école" pour améliorer la sécurité des établissements ([lire sur AEF info](#)), qui avait notamment acté la création :

- d'une "équipe mobile de sécurité nationale (EMS-N)" annoncée par la ministre Nicole Belloubet ([lire sur AEF info](#)),
- d'un "réseau d'appui éducatif" afin de déployer une unité mobile d'AED pour protéger plusieurs enceintes scolaires, afin "d'apaiser le climat scolaire" après un incident grave,
- de "services de défense et de sécurité académiques, rassemblant l'ensemble des missions académiques liées à la sécurisation de l'espace scolaire", dans chaque académie, officiellement créés le 1er février 2025 ([lire sur AEF info](#)).

En octobre 2024, Anne Genetet avait annoncé la sécurisation de 400 établissements après l'attentat d'Arras le 13 octobre 2023, puis demandé aux recteurs d'identifier 100 autres établissements "à risque" nécessitant d'être sécurisés avant la fin de l'année scolaire 2024-2025 ([lire sur AEF info](#)).

Le 7 février 2025, à la suite de deux agressions au couteau dans un lycée de Bagneux (92) et devant un collège de Bobigny (93), Élisabeth Borne a annoncé vouloir modifier le Code de l'éducation afin que le port d'armes blanches dans un établissement "donne lieu à un passage systématique en conseil de discipline". Un projet de décret en ce sens a été

présenté en [CSE](#) le 26 mars ([lire sur AEF info](#)).

Le 21 février 2025, la ministre a annoncé sa volonté "d'organiser avec le préfet, le procureur et le représentant de l'Éducation nationale, des fouilles de sacs à l'entrée des établissements", à partir du printemps 2025, par les forces de l'ordre ([lire sur AEF info](#)). Une circulaire en ce sens a été adressée aux préfets et aux recteurs par Élisabeth Borne et Bruno Retailleau le 26 mars dernier ([lire sur AEF info](#)).

Par ailleurs, le Sénat a voté le 6 mars en première lecture une proposition de loi déposée par Laurent Lafon "visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent" ([lire sur AEF info](#)).

"La communauté éducative est sous le choc" (E. Borne)

Dans un [message](#) sur X, Emmanuel Macron adresse "ses pensées émues aux familles, aux lycéens et à toute la communauté éducative dont la Nation partage le choc et la peine. Par leur intervention, des professeurs ont sans doute empêché d'autres drames. Leur courage force le respect."

Élisabeth Borne et Bruno Retailleau se sont rendus sur place en fin d'après-midi et ont rejoint les parents des deux classes de seconde concernées par l'agression, puis ont rencontré la communauté éducative. À la sortie, Élisabeth Borne a exprimé son "soutien et sa solidarité" aux victimes et à leurs familles. Elle a rendu hommage aux personnels de l'établissement, "qui sont intervenus pour neutraliser l'agresseur". "La communauté éducative est sous le choc", a poursuivi la ministre, précisant qu'une cellule psychologique a été mise en place dès le début d'après-midi. La ministre de l'Éducation nationale a également évoqué le rôle des réseaux sociaux et l'importance de la mission sur les écrans qui a rendu ses conclusions ([lire sur AEF info](#)).

De son côté, Bruno Retailleau a évoqué "un drame qui nous bouleverse, et qui bouleverse toute la nation", "perdre un enfant est la pire des douleurs". Il salue lui aussi "le courage des membres de l'équipe pédagogique" et "l'intervention très rapide des sapeurs-pompiers, des médecins et de la police". Le ministre de l'Intérieur ajoute : "Ce drame n'est pas un fait divers, c'est un fait de société, société qui a encouragé le laxisme, qui a voulu déconstruire l'ordre, l'autorité, les repères". "Au-delà des mesures qui seront prises, il y a une société à reconstruire". Il précise aussi qu'une cinquantaine d'enquêteurs sont mobilisés, que près de 70 auditions ont déjà eu lieu sur place et qu'il s'agit a priori d'un acte isolé.

Le procureur de la République, qui devait initialement tenir une conférence de presse à 19h, l'a finalement repoussée à une date ultérieure.

Émotion et tristesse des acteurs locaux et de l'enseignement catholique

Un représentant de l'[Ogec](#), interrogé devant l'établissement, évoque "une tragédie", "dans un établissement à l'écoute de ses élèves, où l'équipe éducative est soudée". Christelle Morançais, présidente de la région Pays-de-la-Loire, qui a écourté son déplacement en Vendée, déclare être "effondrée par ce qui vient de se produire au lycée Notre-Dame-de-Toutes-Aides".

Pour Véronique Cotrelle, présidente du [Sneq-CFTC](#), contactée par AEF info, cet acte "démontre l'importance et l'intérêt des [PPMS](#), et de pratiquer des entraînements. Il peut arriver qu'ils ne soient pas toujours effectués : dans ce cas, cela a été d'une grande efficacité car les enseignants et les salariés ont pu maîtriser rapidement l'élève". Mais cela prouve aussi l'importance de la formation à la gestion de crise : "Il faut insister sur la formation continue", estime la présidente du syndicat de l'enseignement catholique.

Elle est en revanche plus perplexe sur les fouilles de sac, annoncées par Élisabeth Borne

en février dernier ([lire sur AEF info](#)) : "On sait pertinemment que seul un officier de police judiciaire peut y procéder, sinon on ne peut pas fouiller les sacs". Toutefois, ces attaques restant rares, elle appelle à "ne pas faire des établissements des aéroports, il ne faut pas non plus faire peur".

Même son de cloche du côté de la FEP-CFDT : "Les fouilles de sacs ne sont pas suffisantes", estime auprès d'AEF info Valérie Ginet, secrétaire générale du syndicat. Il faut aussi "arrêter de considérer les écoles comme des sanctuaires : les violences y sont présentes, comme elles le sont dans la société". Et, "pour agir sur la violence, la prévention a son importance. De même que la santé scolaire : on sait que la santé mentale des jeunes est dans un état déplorable". À ce titre, alors que des assises de la santé scolaire doivent se tenir en mai, elle déplore que les organisations syndicales de l'enseignement privé ne soient pas conviées. "Nous demandons à y être associés : nous avons les mêmes problématiques que les établissements d'enseignement publics. Ce sentiment de violence n'est pas étranger aux établissements d'enseignement privé".